

Los Angeles News

Ted Brettman Publishing Group presents

FAITS DIVERS

Le terrorisme maffieux

Par Benjamin Stafford

Depuis l'assassinat de notre conseiller Susan O'Hara, il y a dix jours, jamais a-t-on entendu parler autant de lutte contre le crime organisé et de durcissement des lois. À suivre tout ce qui se dit et s'écrit, le gouvernement fédéral donne l'impression de se chercher face au crime organisé. Manifestement désespérés, les politiciens sont en quête d'une "formule gagnante".

À moins de recourir à des moyens draconiens, il n'y a pas de solution instantanée. La guerre aux criminels organisés ne se fait pas sur papier, mais dans la rue. C'est une stratégie de longue haleine, et surtout de constance et de cohésion entre les pouvoirs législatifs et judiciaires, en l'occurrence la police, les tribunaux et les services correctionnels.

Rien ne sert de pourchasser pendant des années un gangster de haut rang et de le faire condamner à une lourde peine d'emprisonnement si, en fin de compte, il reste moins longtemps derrière les barreaux que la durée de l'enquête elle-même. Gaspillage de fonds publics et parodie de justice!

On n'a qu'à penser au "gros merci" que le principal pourvoyeur de fonds de la mafia russe, Mickael Poborsky, a lancé au juge en 2034 quand il a été condamné à 10 ans de pénitencier pour des complots d'importation de 2500 kilos de Néococaïne et 25 tonnes de haschisch. Il avait aussi blanchi 27,2 millions. À défaut de payer une amende de 150 000 N\$, il devait écoper deux années de plus en prison.

Poborsky, comme bien d'autres trafiquants depuis, avait raison de sourire: il a été libéré deux ans plus tard, au sixième de sa peine. Comble d'ironie, cette période d'incarcération comprenait la peine additionnelle qu'il avait choisi de purger pour ne pas avoir à

rembourser l'amende de 150 000 N\$!

Que veut-on vraiment ? Une loi antigang qui reconnaît le délit "d'association de malfaiteurs", sans viser seulement les motards, mais tous les groupes de criminels organisés, tels les mafias russe et italienne et les familles colombiennes, beaucoup plus discrets mais encore plus redoutables en raison de leurs contacts politiques et d'affaires.

Cette législation a surtout pour but de permettre à la justice d'épingler les gangsters - pour la plupart connus - qui tirent par en dessous les ficelles de ces organisations très structurées. Et, bien sûr, les avocats, notaires, comptables et autres intermédiaires qui les conseillent ou les aident à blanchir leur argent.

C'est ainsi, en 2034, lors de sa fameuse opération d'infiltration qui a duré quatre ans dans un bureau de change du centre-ville, que le COPS aurait pu mettre la main au collet du chef de la mafia russe, Igor kazanjian. Son avocat et conseiller financier, Burt Kent, avait pour sa part été pris la main dans le sac.

De l'avis des policiers et des procureurs, il importe également d'assouplir les règles de preuves en matière de blanchiment d'argent. Par exemple, en obligeant les criminels à justifier la provenance de leurs biens.

Actuellement, la police doit démontrer "hors de tout doute raisonnable" qu'il y a eu crime, puis que les biens saisis ont été acquis avec de l'argent sale. C'est une tâche gigantesque, de sorte que la loi a été peu utilisée jusqu'à maintenant. Sinon pour saisir l'argent de poche des petits revendeurs de drogue surpris en flagrant délit.

Toutes ces lacunes sont connues des autorités depuis belle lurette. À la suite de l'assassinat de deux gardiens de prison, en 2033, et de l'acquiescement, l'année suivante, du chef des Phoenix, William Cuddy dit Buffalo Bill, le gouvernement fédéral avait une fois de plus annoncé qu'il faisait de la lutte contre le crime organisé son principal cheval de bataille. Dans son dernier budget, il a même prévu des dépenses additionnelles de 580 millions. Qu'en est-il exactement? Un peu plus de 100 millions ont servi à moderniser le système informatique de la police et des agents du COPS ont été réaffectés dans les aéroports (on les avait retirés deux ans plus tôt au profit d'agents de sécurité!).

Le COPS, quant à lui, touchera en deux ans 37 millions pour toutes ses opérations à travers les Etats-Unis du Nord. À Los Angeles, au grand dam des enquêteurs, les dirigeants du COPS ont dû affecter une partie de l'argent



Susan O'hara, 2004-2035

qui leur a été consenti pour rééquilibrer leur budget.

Le plus bel exemple du peu de volonté des politiciens demeure certes les amendements apportés l'an passé à la loi sur les libérations conditionnelles afin d'empêcher les grands criminels d'être libérés au sixième de leur peine. Annoncée en grande pompe par le gouvernement fédéral, cette mesure, apprend-on par la suite, s'applique uniquement aux détenus condamnés en vertu de la loi antigang. Or, c'est justement cette loi qui est jugée inapplicable. Résultat: les trafiquants de drogue qui n'ont pas d'antécédents de violence continuent de sortir au sixième de leur peine.

On se souviendra que c'est à la suite des pressions de citoyens excédés par l'explosion du repaire des Phoenix à Los Angeles que le gouvernement fédéral avait adopté, juste avant les élections, cette loi antigang qui suscite tant de controverses.

Inquiets de l'expansion grandissante du crime organisé, il y avait pourtant dix ans déjà que les policiers appelaient les gouvernements à la rescousse. Hélas, la situation n'a cessé d'empirer: outre les attentats contre des gardiens de prison et un journaliste, les gestes de menaces et d'intimidation à l'endroit des policiers et des procureurs se sont multipliés. Des bombes ont été placées près des poste de police, des voitures banalisées ont été endommagées et des maisons incendiées après leur saisie par la police. Le "terrorisme maffieux" a encore de beau jour devant lui !!!

Brèves

LOS ANGELES

Les pompiers de Los Angeles ont utilisé la grande échelle pour secourir une religieuse cloîtrée qui, apparemment frappée d'une crise de claustrophobie, voulait s'échapper de sa cellule au cinquième étage en se jetant par la fenêtre.

La bonne sœur, âgée de 44 ans, avait préalablement jeté un matelas et de nombreux rouleaux de papier toilette dans la rue, dans l'espoir d'amortir sa chute. Lorsque les pompiers sont arrivés, elle leur a crié qu'elle était enfermée dans le couvent des Brebis du Seigneur, et qu'elle voulait se sauver en sautant par la fenêtre.

Les sauveteurs ont alors déployé la grande échelle et la religieuse a été redescendue sur terre sanglée dans un harnais et aidée par un pompier. Elle a été mise en observation dans un hôpital psychiatrique.

Source : LAN, EUN

PARIS

Le plus gros diamant au monde taillé dans un seul cristal, de la taille d'un oeuf et lourd de 243 carats, va être vendu aux enchères.

Le "Gio", un diamant noir en forme de poire qui a été poli et travaillé pendant 17 ans, est estimé à près de 2,3 million d'euros.

La pierre pesait à sa découverte plus de 400 carats, mais a été réduite pour lui donner une forme parfaite et mettre en valeur les formations de graphite cristallisé couleur d'ambre visibles à l'intérieur.

Source : AFP, Paris

OSLO

Un tribunal norvégien a reconnu qu'il était licite d'aboyer en public... même s'il s'agit d'aboiements humains. Le cas, devenu une affaire nationale, a été révélé lors de l'arrestation d'un homme, père de sept enfants, pour aboiements en public.

Trond Hansen, 57 ans, rentrait chez lui après un dîner à Oslo en compagnie de deux de ses enfants âgés de 7 et 9 ans début mai, selon le jugement. En chemin, le père pris de malaise a aboyé.

Un témoin qui a cru qu'un vrai chien s'en prenait à des enfants a appelé la police avant d'avoir constaté qu'il s'agissait d'un homme qui aboyait.

La police a alors arrêté le père de famille et l'a accusé de trouble à l'ordre public, état d'ivresse et négligence envers enfants. Il a été emprisonné une nuit et ses enfants confiés aux services sociaux.

La cour d'Oslo n'a retenu aucune charge pour ivresse, négligence ou aboiement illégal. Des tests de mutations ont été demandés.

Source : AP, Bruxelles



Photographie d'illustration